

INTERVENTION 28.04.2016 UL CGT COMMINGES

Voilà maintenant plus d'un mois et demi, qu'ici comme partout en France, étudiants, lycéens, salariés, privés d'emploi et retraités sont mobilisés pour exiger le retrait du projet de loi El Khomri.

Le gouvernement a présenté le 11 avril dernier quelques mesures en faveur des jeunes amplifiées par les mÉRdias et serviteurs zélés. Une énième tentative pour essouffler, diviser le mouvement.

Ces annonces, si elles sont le fruit des fortes mobilisations des jeunes aux côtés des salariés, ne répondent que très partiellement aux revendications portées. D'abord parce qu'il n'y a aucune garantie durable et budgétaire ; ensuite parce que les désaccords de fond demeurent sur le projet de loi.

Amendé à la marge certes mais toujours pas acceptable !
Lycéens et étudiants ne s'y trompent pas. Salariés non plus.

Ce projet très partiellement remanié de loi Travail, c'est encore la fin de la hiérarchie des normes, c'est-à-dire la primauté des accords d'entreprises sur la loi : chaque entreprise aura sa réglementation, son code du travail... C'est le retour au siècle précédent.

Ce projet, c'est encore travailler toujours plus pour gagner moins, c'est encore faciliter les licenciements, c'est encore la remise en cause de la démocratie sociale et des organisations syndicales...

Loin de rompre avec les politiques d'austérité mises en œuvre au titre du pacte dit de responsabilité, notre gouvernement s'entête à rajouter à notre quotidien précarité et injustice sociale.

Mais nous ne laisserons pas faire et nous ne baisserons pas les bras !
Jamais nous ne vivrons à genoux !
Jamais nous ne négocierons le poids des chaînes que le gouvernement, le MeRdef et les syndicats à leur ordre voudraient nous faire porter !

Le MeRdef gouverne en Hollande... C'est lui qui est à la manœuvre derrière le projet de loi El Khomri !

Quand Gattaz vient à Castelmaurou disserter sur la solitude du chef d'entreprise et que ses détracteurs pacifiques et non violents - juste un peu bruyants - se font gazés à plusieurs reprises nous sommes en droit de demander des comptes.
Est-ce lui le vrai patron de la France ? Avec un service d'ordre payé par les contribuables, un dispositif de gendarmerie démesuré, un hélicoptère ?

Depuis le début du conflit, syndicalistes et jeunes paient le prix fort pour leur engagement dans la contestation.

La jeunesse glorifiée quand elle était victime des attaques terroristes sur les terrasses du 10ème et au Bataclan... est décriée lorsqu'elle s'organise pour débattre et réinventer le monde pacifiquement et démocratiquement. Nous sommes bel et bien gouvernés par des démocrates de pacotille!

Il y a quelques jours, à l'Odéon. Les intermittents qui se mobilisent contre les négociations en cours de leur régime d'assurance mais aussi contre le projet de loi El Khomri ont été à leur tour repoussé violemment par les forces de l'ordre.

Cette répression dans la rue ne doit pas faire oublier la répression sur les lieux de travail ou dans les établissements scolaires : procédure de licenciement pour fait de grève, mise à pied pour avoir voulu organiser une projection de Merci patron, pressions diverses, menaces d'exclusion...

Dans nos permanences syndicales nous vivons au quotidien la violence patronale locale : des ruptures conventionnelles forcées, des licenciements... Dont le dernier licencié après dix ans de bons et loyaux services pour insuffisance professionnelle !

Oui il aura fallu 10 ans pour que la direction s'aperçoive que le salarié était insuffisant... ! Un peu « comme à la maternelle » travail insuffisant mais là tu es licencié. Plus de boulot je le répète après 10 ans de bons et loyaux services. C'est inadmissible !!!

Nous n'avons pas oublié... L'état lui-même montre la voie en faisant condamner nos camarades d'Air France ou de Goodyear !....

Pendant que des politiques coupables de malversation, de détournement d'argent publics ou autre continuent de parader, nos camarades n'ayant rien fait d'autre que défendre leur emploi sont traités comme de dangereux criminels.

Oui tout s'entremêle depuis plusieurs semaines. Cette répression montrant aussi la fébrilité de nos dirigeants qui ne voit d'autre solution que de gouverner en instaurant la peur. La prolongation de l'état d'urgence en est une autre preuve.

Alors oui, la seule réponse à apporter est de lutter.

Parce que tant qu'il y a de la lutte il y a de l'espoir. Tant qu'il y a de la vie, il y a du combat. Tant qu'on se bat c'est qu'on est debout ! Et tant qu'on est debout on lâchera pas !

Les cheminots étaient mobilisés mardi.

« Nuit debout » mouvement populaire et citoyen né le 31 mars place de la République à Paris ne cesse d'essaimer... Jusqu'à Saint-Gaudens et Cazères depuis deux semaines... Un mouvement qui petit à petit se fait une place et dont les médias sont aujourd'hui bel et bien obligés de tenir compte.

Mardi un nouveau pas a été franchi dans l'escalade vers l'injustice sociale et la répression.

Antoine Deltour, lanceur d'alerte est jugé pour avoir révélé l'affaire Luxleaks. Il risque 10 ans de prison et 1 millions d'euros d'amende.

Junker quant à lui, auteur de l'arnaque, est aujourd'hui président de l'Europe et gagne plus de 30 000 euros par mois.

Est-ce acceptable ?

Lors des révélations sur Panama Papers le Président félicitait les lanceurs d'alerte et assurait qu'ils devaient être protégés en regard de leur prise de risque. Que fait-il aujourd'hui en soutien à Antoine et aux autres ? Le silence du gouvernement français est honteux !

Au-delà du projet de loi au centre de la contestation, les sujets ne manquent donc pas pour qu'une marée humaine noie les places, les rues de notre hexagone.

La convergence des luttes est plus que jamais nécessaires. Je dirai même qu'elle est obligatoire.

Il est de notre responsabilité que ce projet de loi El Khomri ne devienne jamais une loi.

Il est de notre responsabilité de nous mobiliser mais surtout de faire que ses amis, sa famille se mobilisent et soient présents dans la rue.

Il est de notre responsabilité de construire un autre monde que celui qu'on nous propose de façon totalement arbitraire !

Avant de conclure, je vous rappelle notre prochain rendez-vous... Dimanche.

Parce que le 1er mai est à l'échelle internationale et planétaire un symbole de l'unité de tous les travailleurs du monde pour le progrès social et la liberté...

Soyons des centaines à 10h place Jean Jaurès, des milliers et des milliers dans toute la France, dans les manifestations et les rassemblements syndicaux à faire entendre les exigences sociales. Les vraies !

Celles des « lève tôt », des « bosse tard », des « salariés kleenex », des « promis à la délocalisation », des « sacrifiés sur l'autel de la loi du fric », « des fonctionnaires méprisés », des « pressés comme des citrons », des « jeunes aux mille petits boulots », des « retraités en mal vie », des « privés d'emplois à l'abandon »...

Soyons des milliers à affirmer notre rejet du projet de loi El Khomri !
Soyons des milliers à tenir tête à l'arrogance et au mépris de nos gouvernants !

Soyons des milliers à exiger un autre partage des richesses de cette planète !

Seule une mobilisation radicale et de grande ampleur contraindra le gouvernement à baisser le pantalon quand leurs amis tombent les chemises !

Créer le rapport de force nécessaire et l'inverser, est la seule solution car
**« Si nous ne nous levons pas pour quelque chose, nous tomberons pour n'importe
quoi »**